

GRANDE-BRETAGNE Contrairement aux prévisions, l'Europe et l'entrée du Royaume-Uni dans la zone euro n'ont pas été au centre de la campagne électorale pour les élections

générales du 7 juin, dont Tony Blair reste le grand favori, selon les sondages. ● L'EURO devrait, en principe, faire l'objet d'un référendum dans les deux ans. Tony Blair a estimé que cet

te question « n'est pas le problème de cette élection » alors qu'une majorité de Britanniques affirment que l'entrée dans la monnaie unique est « inévitable ». ● GORDON BROWN, chan-

celier de l'échiquier, avait, en octobre 1997, fixé cinq tests économiques à remplir avant de décider l'adhésion à l'euro. Tout indique que Londres pourra facilement satisfaire aux critères de

Maastricht. ● ROGER CASALE, député travailliste sortant à Wimbledon, mène un combat difficile contre l'absentéisme. (Lire aussi pages 15 et 34.)

Tony Blair prépare doucement les Britanniques à l'euro

À la veille des élections parlementaires, qu'il devrait remporter jeudi 7 juin, selon les sondages, le dirigeant travailliste a laissé entendre que l'adoption par la Grande-Bretagne de la monnaie unique serait une des priorités de son prochain mandat. Mais l'adhésion sera soumise préalablement à un référendum

LONDRES

de notre correspondant

Conscients qu'il s'agit là d'une des dernières grandes lignes de fracture entre eux-mêmes et le « nouveau travaillisme » de Tony Blair, les conservateurs, relayés par une presse populaire essentiellement europhobe quoique « blairiste », ont tout tenté pour en faire le thème majeur des élections générales. Echec sur toute la ligne. Le spectre de l'Europe a traversé la campagne sans jamais réussir à enthousiasmer une opinion qui a constamment placé son sort en lanterne rouge de ses préoccupations. Le premier ministre a certes prononcé un grand discours européen dans lequel il a tenté de redéfinir la notion de « patriotisme britannique moderne », lequel « exige que nous ne tournions pas le dos à l'Europe ». Mais, dans l'ensemble et hors les généralités, M. Blair est brillamment parvenu à éviter un sujet aussi embarrassant pour lui que capital pour l'avenir de son pays et de l'Union proprement dite.

Entre les tories, dont la ligne officielle est de « garder la livre au moins pour la prochaine législature » (cinq ans), et les libéraux démocrates, qui ne sont pas loin de penser que l'intérêt britannique est d'entrer dans la monnaie unique aussi vite que possible, la position de fond du premier ministre n'a pas varié d'un iota depuis sa première élection il y a quatre ans. « Ce n'est pas à l'ordre du jour,



Nous sommes favorables au principe de l'euro et nous déciderons d'appeler le peuple à se prononcer si, dans les deux ans, nous estimons que les critères économiques que nous avons fixés en 1997 sont remplis. Pour l'heure, ce n'est pas le problème de cette élection. » Pour des raisons opposées, certains « pros » et « antis » avancent que, une fois reconduits au pouvoir, Tony Blair et son gouvernement d'europhiles entreprendront rapidement « dans les six mois », avancent certains – de déclarer leur flamme

cachée pour l'euro, de manière à convoquer très vite le pays au fameux plébiscite : « Êtes-vous pour ou contre l'entrée de la livre sterling dans la monnaie unique européenne ? »

QUESTION « SIMPLE ET DIRECTE »

En réalité, outre que la question – « qui sera forcément biaisée », accusent déjà les tories – n'a pas été rédigée, Robin Cook, le chef de la diplomatie, s'est même fait taper sur les doigts par le « Chancelier de fer », Gordon Brown, pour avoir osé dire

que celle-ci serait « simple et directe ». D'autres sources fiables affirment qu'elle ne sera posée que vers la fin du délai de grâce que s'est donné le gouvernement, soit deux ans. En attendant, dans le silence assourdissant des autorités britanniques sur la question, de curieux mouvements d'opinion se font jour. Jusqu'au 30 mai, les deux tiers des Britanniques (quelquefois plus de 70 %) refusent l'euro. Fin avril, une majorité de nos voisins d'outre-Manche (52 %) étaient même pour le retrait pur et simple de leur pays de l'Union. Et puis, le 31 mai, dans le *Daily Telegraph*, renversement de tendance. Selon l'institut Gallup, 56 % des sujets de Sa Gracieuse Majesté estiment que le royaume devrait « à terme » rejoindre l'euro si tel est l'intérêt économique du pays. L'explication tient-elle à cette autre question du sondage (68 % des Britanniques estiment cette « révolution » « inévitable » à plus ou moins longue échéance), ou à la baraka de Tony Blair ?

Une chose est sûre : l'Europe que veut le premier ministre n'est pas tout à fait la même que celle rêvée par son homologue français. Non à l'harmonisation des taxes sur des produits comme le tabac ou l'essence. Pour financer ses besoins, la Grande-Bretagne (premier producteur européen de pétrole et champion des carburants les plus chers de l'Union), veut continuer de prélever de fortes taxes sur tout le monde plutôt que d'augmenter les

impôts sur les revenus des plus riches, lesquels sont parmi les plus bas d'Europe (40 % maximum pour le professeur à 380 000 francs de revenus annuels, idem pour le milliardaire). Quant à l'institution d'une taxe sur les euro-obligations, le combat britannique est déjà gagné. C'est non. Pas question non plus de transformer la Charte européenne des droits fondamentaux en un texte légalement contraignant. Pour ce qui est de l'institution d'« un véritable droit social européen », « nous sommes con-

nose jamais répondre franchement à la question mille fois posée de savoir ce « qu'impliquerait pour nous l'entrée dans l'euro en termes d'abandon de souveraineté ? », le concept même de « gouvernement » à plusieurs est anathème. Coïncidence : l'entourage de Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier, europhile tendance sceptique – qui s'est institué « gardien » des cinq critères préalables à une éventuelle entrée dans l'euro –, se félicitait, mardi, de la « nouvelle victoire remportée sur Bruxelles » en matière de stabilité

« Tourner la page du thatchérisme »

« Cette élection est vraiment importante parce qu'elle peut marquer un véritable tournant historique, une rupture nette avec la politique des années 80, qui a laissé tant de nos concitoyens sur le bas-côté. Il est temps que la Grande-Bretagne dépasse le thatchérisme », a déclaré Tony Blair, lors de son dernier grand discours de campagne à Yardley, près de Birmingham, mardi 5 juin. « Pour les conservateurs, les années 80 constituent un refuge confortable qui leur évite d'affronter les défis difficiles d'aujourd'hui », a estimé le premier ministre sortant avant d'ajouter : « Ce n'est pas une coïncidence si Margaret Thatcher fait encore campagne pour William Hague », chef de file des tories. – (AFP.)

tre », répond Tony Blair, au grand dam des syndicats.

Inutile enfin d'épiloguer sur le « gouvernement économique » que souhaiterait le premier ministre français, Lionel Jospin, pour les membres de la zone euro. Dans un pays si accroché à son idée de nation libre et indépendante qu'aucun ministre, pas même le premier d'entre eux,

budgétaire. La Commission voulait instituer un plafond aux dépenses publiques intérieures des pays membres. Londres, soutenu, entre autres et comme à l'accoutumée par le gouvernement conservateur espagnol, s'y opposait. Depuis mardi, il n'en est plus question.

Patrice Claude

Londres devrait aisément remplir les critères de convergence du traité de Maastricht

LONDRES

de notre correspondant
dans la City

« Nous avons besoin de plusieurs années avant d'atteindre le degré de convergence nécessaire de notre économie avec celle de nos partenaires » : c'était hier, en octobre 1997. Pressé par une soudaine crise boursière à Londres, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, avait posé cinq tests économiques à satisfaire avant toute adhésion à la monnaie unique européenne : le maintien de l'investissement à long terme en Grande-Bretagne, la préservation de la compétitivité de la City, la promotion de la flexibilité, le soutien à la croissance et à la création d'emplois, et, enfin, le rapprochement du cycle économique avec celui de la zone euro. Des con-

ditions des plus floues, sans référence chiffrée, définies, dit-on, dans la précipitation entre deux Concorde et trois réunions de l'assemblée générale du Fonds monétaire international.

« La politique de Blair envers l'euro est identique à la politique d'apaisement de Chamberlain envers Hitler : de la tergiversation magistrale, ni courageuse ni admirable, mais politiquement opportune pour gagner du temps », proteste l'économiste eurosceptique Tim Congdon, directeur général de Lombard Street Research. A l'écouter, les préalables d'il y a quatre ans sont aujourd'hui satisfaits. Primo, même une livre forte n'a pas fait fuir les investisseurs étrangers, pour qui la Grande-Bretagne reste le pays le plus attractif d'Europe en raison notamment de

coûts sociaux bas. Deuxièmement, les points forts de la première place boursière européenne (savoir-faire, dynamisme des banques étrangères, réglementation libérale, suprématie de l'anglais) sont indépendants du facteur monétaire.

DANS DEUX ANS

Troisièmement, c'est avec envie, selon lui, que les continentaux regardent la performance de la Grande-Bretagne dans le domaine de l'emploi, conséquence d'un modèle basé sur la loi du marché et sur une organisation particulièrement flexible. Enfin, la baisse des taux d'intérêt et la stabilité des taux de change avec la zone euro

– qui absorbe 65 % des exportations britanniques – devraient favoriser l'activité et l'emploi.

Reste l'obstacle le plus important au départ, la convergence des cycles économiques de la Grande-Bretagne et du reste de l'Europe. Lors de l'arrivée au pouvoir du Labour, le contraste était saisissant entre un royaume en plein boom économique, au sommet de son cycle après cinq années de croissance soutenue, et une Europe continentale économiquement fragile. Les taux d'intérêt britanniques, alors, étaient presque le double de ceux de la future union monétaire. Or, aujourd'hui, la zone euro affiche une conjoncture au beau fixe

alors que les nuages commencent à s'accumuler sur une économie britannique qui reste florissante. Quant au loyer de l'argent, il reste certes légèrement supérieur à celui de la Banque centrale européenne. Mais cette différence est du même ordre que celle séparant l'Irlande, voisin des autres pays de l'Euro-land au moment de son adhésion. De l'avis général, l'économie britannique est désormais alignée davantage sur l'Europe que sur les Etats-Unis, ce qui n'était pas le cas lors de l'arrivée de Tony Blair à Downing Street, en mai 1997.

Pour Michael Hughes, de la société Baring Asset Management, si Tony Blair s'en tient à son calen-

drier pour une possible adhésion dans les deux ans suivant les élections, le Royaume-Uni devrait aisément remplir alors – comme au demeurant aujourd'hui – les réels critères de convergence, ceux réclamés par le traité de Maastricht. Et tout indique que, pour faciliter son basculement dans l'euro, ses partenaires européens pourraient se montrer conciliants sur la seule pierre d'achoppement existant à ce jour : l'exigence du respect pendant deux ans au moins par la livre sterling des marges normales de fluctuation prévues par le système monétaire européen, et ce sans dévaluation.

Marc Roche

Le Monde

7/6/01

p. 2